



POUR UN GRAND PREMIER MAI UNITAIRE PORTEUR D'ALTERNATIVES ET DE PROGRES SOCIAL

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle montrent un rejet de la politique menée par Nicolas Sarkozy qui, dans un contexte de forte participation, n'obtient que 27 % des suffrages. Cette politique a été toute entière tournée au service des intérêts financiers, au détriment des salariés.

Pour la fonction publique de l'Etat et ses agents, le quinquennat qui s'achève a entraîné des reculs d'une ampleur sans précédent.

Parmi des dizaines de mesures régressives, on rappellera :

- La suppression de plus de 150 000 postes qui se traduit par une dégradation des services rendus à la population et des conditions de travail des agents ;
- La Révision Générale des Politiques Publiques débouchant sur l'abandon ou la privatisation de nombreuses missions et la désorganisation des services ;
- La remise en cause fondamentale du statut avec, comme mesure emblématique, la loi de 2009 permettant notamment le recours à l'intérim et la possibilité de licencier des fonctionnaires pour motif économique ;
- Le gel des salaires consacrant des pertes de pouvoir d'achat d'en moyenne 230 euros par mois pour les agents de catégorie C, de 300 euros pour ceux de catégorie B et de 400 euros pour ceux de catégorie A.
- La mise à mal de la protection sociale avec, pour la retraite, une double peine appliquée aux fonctionnaires (recul de l'âge de départ et augmentation des cotisations) et le retrait d'une journée de salaire pour chaque arrêt maladie.

Les effets de cette politique se font sentir dans la société toute entière : le chômage et la précarité atteignant des niveaux jamais égalés dans notre pays, plus de 6 millions de Français vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Prospérant sur ce terreau de détresse sociale, la candidate du Front national recueille, avec près de 18 % des voix, un de ses plus forts scores électoraux. Il faut pourtant sans cesse rappeler que les idées qu'elle véhicule, faites de repli sur soi et de rejet des autres, sont porteuses des pires dérives et qu'il n'y a pas pire ennemi des travailleurs et de la démocratie.

Dans une ultime tentative pour conserver le pouvoir, Nicolas Sarkozy s'engage dans une campagne dangereuse de rapprochement avec l'extrême droite. Pour ce faire, il entend détourner à son profit le premier mai, journée historique de lutte pour le progrès et pour l'émancipation. Il incite à la vindicte contre les « assistés sociaux », « les personnels sous statut », « les permanents syndicaux » qui seraient opposés aux « vrais travailleurs ».



Cette séquence électorale de la plus grande importance ne saurait masquer que, sans mobilisation des salariés du public et du privé, les conditions n'existeront pas pour imposer une autre politique, porteuse de progrès social.

Plus que jamais, l'heure est à apporter des réponses concrètes et urgentes aux revendications en matière d'emploi, de salaire, de service public.

Dans ce contexte, l'UGFF-CGT appelle tous les agents de la Fonction publique à relever le défi qui est lancé en participant massivement aux manifestations syndicales unitaires du 1^{er} mai.

Montreuil, le 25 avril 2012